



LE DIGEST HEBDO

GOMET'

LE MÉDIA MÉTROPOLITAIN
QUI CRÉE DES LIENS

Innovation – Influence – Business
dans la métropole Aix Marseille Provence

L'INFORMATION, C'EST LE POUVOIR

À LA UNE

Pierre Grand-Dufay

Président de Tertium

Arnaud Chiocca

Directeur général de Smalt Capital

Les fonds régionaux bien armés pour financer la relance

Les dirigeants des fonds régionaux d'investissement, Tertium et Smalt, Pierre Grand-Dufay et Arnaud Chiocca, répondent aux questions de Gomet'. A l'heure où le Plan de relance vise à accélérer, les fonds régionaux pourraient aussi apporter une contribution décisive. Explications.



Pierre Grand-Dufay

Président de Tertium

Arnaud Chiocca

Directeur général de Smalt Capital

Les fonds régionaux bien armés pour financer la relance

Les dirigeants des fonds régionaux d'investissement, Tertium et Smalt, Pierre Grand-Dufay et Arnaud Chiocca, répondent aux questions de Gomet'. A l'heure où le Plan de relance vise à accélérer, les fonds régionaux pourraient aussi apporter une contribution décisive. Explications.



Pierre Grand-Dufay (Crédit DR)

Pierre Grand-Dufay, vous dirigez avec Stéphane Assuied le fonds Tertium et vous êtes aussi délégué régional de France Invest (1). Le rapport 2020 sur l'activité des fonds d'investissement vient d'être publié, pouvez-vous nous en faire la synthèse ?

Pierre Grand-Dufay : Le marché du capital-investissement s'est très bien comporté malgré la crise du Covid. Un certain nombre d'indicateurs sont très légèrement en retrait mais les chiffres de l'année 2020 se situent au-dessus de la moyenne historique. Les levées de fonds ont atteint 18,5 milliards d'euros soit seulement 12% de moins qu'en 2019 qui était une année record.

Les investissements n'ont baissé que de 8% pour se situer à 17,8 milliards d'euros et ont concerné 2027 entreprises. Dans notre région, 246 millions d'euros ont été investis dans 105 entreprises.

Arnaud Chiocca, vous dirigez la société Smalt Capital. Quel a été l'impact du Covid sur vos activités ?

Arnaud Chiocca : Tous les fonds ont connu un ralentissement sur les activités d'investissement et de M&A durant le premier confinement. Le choc a été important pour toutes les entreprises et a entraîné un temps de réflexion pour analyser et comprendre l'impact de la situation. Chez Smalt, nous avons environ 110 sociétés en portefeuille. Nos gérants ont passé beaucoup de temps à accompagner les dirigeants de nos participations même si nous n'avons jamais arrêté d'investir. Nous avons vite compris qu'après la crise sanitaire la reprise serait très forte. Nous avons donc continué à nous développer en levant des fonds et en renforçant nos équipes.

Quelle est l'actualité de vos structures respectives ?

P.G-D : Tertium connaît une activité très soutenue avec un « deal flow » constant et de qualité. Notre fonds Tertium Croissance, doté de 57 millions d'euros, a été lancé en 2019. Il a déjà investi quatre fois et devrait investir plusieurs fois encore cette année. Le montant de chaque investissement est compris entre deux et sept millions d'euros. Les quatre premiers investissements du fonds sont Novrh (solutions informatiques RH à destination des ETI), Waga Energy (Valorisation du biogaz des sites d'enfouissement sous forme de bio méthane), Synergie CAD (fabrication de cartes électroniques et test de semi-conducteurs) et Web Rivage (collecte de leads et qualification de données). L'année 2021 sera également marquée par un changement de siège, nous serons installés à compter du 12 avril dans l'immeuble « Le Totem », 40 boulevard de Dunkerque, dans le périmètre d'Euroméditerranée. Enfin, notre équipe s'est renforcée avec l'arrivée d'un responsable administratif et financier et d'un directeur de participations supplémentaire.

« L'arrivée des nouveaux gérants prouvent l'attractivité du Sud »

A.C : Smalt Capital a changé d'actionariat en octobre 2019. La société a été rachetée par la Caisse d'Epargne Cepac, Frederic Conenna et moi-même, avec un nouveau projet de développement ambitieux. Nous avons commencé par changer de nom (ex-ACG Management, NDLR) en devenant Smalt Capital. Malgré le contexte de crise sanitaire, nous avons fait le choix de recruter en vue des échéances à venir. L'arrivée de

ces nouveaux gérants en provenance de grands fonds parisiens prouvent l'attractivité et le dynamisme de la région Sud. Nous sommes actuellement 35 personnes pour gérer environ 330 millions d'euros d'encours ((un milliard d'en-cours gérés depuis l'origine) et notre croissance continue avec l'ouverture d'un bureau à Nice et la création de nouveaux fonds d'ici la fin de l'année.

Nous avons lancé le fonds Sud Horizon pour un premier closing de 22 millions début 2021. Il a vocation à investir en région Sud pour des tickets d'investissement allant jusqu'à trois millions d'euros. Tertium et Smalt sont complémentaires. Nous sommes aujourd'hui capables en région Sud d'adresser des deals de plus de 10 millions en equity. L'écosystème régional comporte un nombre de fonds importants capables et désireux de travailler ensemble pour réaliser de plus gros deals en syndication. Tous les acteurs du capital Investissement en région Sud se sont d'ailleurs réunis pour créer collectivement l'association « Ambition Capital ».

P. G-D : Le co-investissement n'est en effet pas encore assez pratiqué dans notre région ; il est plus fort en Rhône-Alpes par exemple, même si nous avons les uns et les autres déjà été associés à plusieurs tours de table communs.

« Le redémarrage de l'économie va être très fort »

D'une façon plus générale, comment voyez-vous l'année 2021 ?

P.G-D : A l'exception des secteurs directement impactés par le Covid aux premiers rangs desquels figurent l'hôtellerie, la restauration, le tourisme et l'évènementiel, l'activité a repris. Les carnets de commande sont bons et les perspectives encourageantes. Le redémarrage de l'économie va être très fort, l'Asie et les Etats-Unis sont déjà sur une tendance de 10% de croissance pour 2021 et le commerce mondial bat son plein. Certaines filières comme le numérique, la transition énergétique et les services en général sont porteurs d'une croissance très forte.

A.C : Nous commençons effectivement à entrevoir des signaux positifs pour l'avenir de notre économie. Celle-ci sera tirée vers le haut par de nouveaux business models qui émergent mais aussi par de nouvelles valeurs. Les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance, NDLR) deviennent déterminants pour l'avenir de notre Société, et présents dans tous les métiers. Nos prochains investissements et nos prochains fonds seront pleinement concernés par cette thématique.

Les entreprises auront-elles pour autant les moyens d'investir pour financer la croissance ?

P.G-D : Vous posez la bonne question en effet car la dette n'est pas suffisante pour financer la croissance, même si grâce aux PGE, aux reports de charges et au chômage partiel, les trésoreries des entreprises ont été épargnées, pour la plupart d'entre elles. Pour financer la relance, les transitions digitales et énergétiques, il faut des fonds propres ; et c'est là que les fonds d'investissement ont un rôle déterminant à jouer.

A.C : Nous pensons en effet que les fonds d'investissement, et particulièrement les fonds régionaux sont les mieux placés pour financer cette croissance. Nous sommes sur le terrain, au plus près des dirigeants et pleinement concernés par l'économie de notre territoire. Nous sommes

habitués à identifier les métiers d'avenir et les secteurs générateurs de croissance. Comme le dit Pierre, « les fonds sont l'arme la plus aiguisée du plan de relance ».

P.G-D : Dans ce contexte, France Invest a été particulièrement actif et son projet de fonds de relance va voir le jour très prochainement. Il devrait être doté de six milliards d'euros, à investir par l'intermédiaire de sociétés de gestion nationales et régionales sous forme d'obligations. Ces « obligations Relance », garanties à hauteur de 30% par l'Etat, seront d'une durée de huit ans et remboursables in fine à un taux de 5,2% ; leur montant sera plafonné pour l'entreprise bénéficiaire à 12,5% du chiffre d'affaires 2019. Les sociétés de gestion sélectionnées au terme du processus mené par France Invest devront accompagner plus de 2 000 entreprises françaises à travers ce dispositif, dans un délai court, a priori de 18 ou 24 mois. Ce dispositif pourrait se révéler extrêmement utile au soutien de la relance, et il y a à l'évidence plusieurs sociétés de gestion légitimes pour le gérer en région.

.....

(1) France Invest est l'association professionnelle du capital-investissement, créée en 1984. Elle regroupe près de 500 membres dont 300 fonds d'investissement. Ses membres accompagnent près de 7 200 entreprises qui pèsent plus de 210 milliards d'euros de chiffre d'affaires cumulé.



Arnaud Chiocca (Crédit DR)